

N° de Contrat ▶	XX
Projet ID / Secteur ▶	BH 2678
Point de contact CoE ▶	Maren Lambrecht-Feigl maren.lambrecht@coe.int ; +33 (0)3 90 21 47 78

ACTE D'ENGAGEMENT (Consultation restreinte / Contrat d'achat unique)

Le présent Acte d'Engagement régit les termes et conditions applicables au contrat entre le Prestataire (voir détails ci-dessous) et le Conseil de l'Europe¹ pour la fourniture de services intellectuels et de gestion de projets pour préparer, coordonner et mettre en œuvre la participation d'enfants à la conférence d'évaluation à mi-parcours de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2016-2021).

La signature de cet Acte d'engagement seulement par le Prestataire ne constitue ni n'implique aucun engagement contractuel de la part du Conseil de l'Europe. Le présent Acte n'a valeur contraignante que **s'il est contresigné par un responsable du Conseil de l'Europe dûment autorisé** (Voir Partie B).

Les soumissionnaires doivent :

1. Remplir les Parties **Coordonnées personnelles** et **Coordonnées bancaires**, ci-dessous. Assurez-vous que le 'Nom' du prestataire et le 'Titulaire du compte' soient identiques.
2. Remplir la colonne « Prix » du Tableau des honoraires (voir Partie A) ;
3. Signer l'Acte d'engagement (voir Partie B) et envoyer une copie signée et scannée au Conseil, accompagnée de toutes les autres pièces justificatives (si besoin – voir Dossier de consultation, Partie F).

Coordonnées personnelles	Nom et adresse ▶		
	Représentant ▶		
	Point de contact ▶		
	N° TVA (le cas échéant) ▶		
	Pays et n° d'enregistrement (le cas échéant) ▶		
	Email (point de contact) ▶		
	N° de Téléphone (Point de contact) ▶		
Coordonnées bancaires	Titulaire du compte ▶		
	N° IBAN (si possible) ▶	N° du compte (pour les personnes non-munis d'un IBAN) ▶	
	Nom de la banque et Agence ▶	Code BIC/SWIFT ▶	
	Adresse de la banque ▶	Devise du compte ▶	

¹ Ayant son siège Avenue de l'Europe, 67075 Strasbourg Cedex, France

A. Termes de référence/Tableau des honoraires

Le Conseil de l'Europe met en œuvre actuellement un projet sur l'organisation de la conférence d'évaluation à mi-parcours de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2016-2021) qui se tiendra les 13 et 14 Novembre 2019 à Strasbourg. Dans ce contexte, le Conseil souhaite faire appel à un Prestataire pour la fourniture de la conceptualisation, la préparation, l'organisation et le suivi du processus comprenant la participation des enfants pour la conférence à venir, en associant pour ce faire, des enfants qui, parmi d'autres, ont déjà participé précédemment dans des activités du Conseil l'Europe.

Le Prestataire exécutera les tâches précisées ci-dessous. Le Conseil de l'Europe couvrira les frais de voyage et de séjour (per diem) du Prestataire pour participer à toutes les réunions prévues dans le processus de travail, selon les règlements en vigueur concernant le remboursement des frais de voyage et de séjour. Les frais présentés ci-dessous se réfèrent uniquement aux services intellectuels et de gestion de projet à fournir. De même, les frais de voyage et de séjour des enfants et des personnes accompagnantes ne sont pas inclus ci-dessous.

Les prix indiqués dans le tableau ci-dessous sont fixes et non susceptibles de révision, pour toute la durée du contrat. Les prix sont indiqués en Euros, hors taxes. Pour le régime TVA à mentionner dans la facture, veuillez-vous référer à la partie B et à l'article 4.2 des conditions juridiques (voir Partie C. ci-dessous).

Toute offre proposant un prix au-dessus du seuil d'exclusion sera automatiquement et entièrement exclue de la procédure.

Le soumissionnaire doit indiquer le(s) prix qu'il propose dans la colonne ci-dessous.

Livable ▼	Date limite ▼	Prix ▼	Seuil d'exclusion] ▼
<p style="text-align: center;"><u>Phase préparatoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Conceptualisation du processus - Identification des enfants et des facilitateurs (au travers d'ONGs national et de partenaires) - Communication avec les enfants - Rédaction des documents appropriés - Organisation du séjour - Préparation des enfants à la conférence - <i>Eventuellement: arranger les voyages et séjours pour les enfants et les personnes accompagnantes (un hôtel à Strasbourg a été préservé)</i> <p><u>Impliquant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Une réunion préparatoire avec le secrétariat du Conseil de l'Europe en août / septembre 2019 (date à définir) - Des échanges réguliers (par téléphone, Skype etc.) avec le Secrétariat et les enfants de différents pays européens ainsi que leurs représentants 	1 Août – 11 novembre 2019		4,900 €
<p style="text-align: center;"><u>Phase de mise en œuvre :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Accueillir et accompagner les enfants aux ateliers préparatoires qui se tiendront avant la conférence principale - Accompagner les enfants durant la conférence - Mise en œuvre des temps d'activités loisirs - Séance de synthèse et de retour sur la session et les ateliers - Dépôt à l'aéroport, etc. <p><u>Impliquant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La présence à Strasbourg pour l'atelier préparatoire, la conférence et la séance de synthèse et de retour 	11-15 novembre 2019		2,100 €

<p style="text-align: center;"><u>Phase de suivi :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Préparation d'un rapport sur la participation des enfants à la Conférence - Rendre compte de la globalité du processus au Conseil de l'Europe - Soutenir la préparation d'un retour aux enfants <p><u>Impliquant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Des échanges réguliers (par téléphone, Skype etc.) avec le Secrétariat et les enfants de différents pays européens ainsi que leurs représentants 	31 décembre 2019		1,400 €
TOTAL ►			8,400 €

B. Déclaration d' accord et signature

Je, soussigné, agissant pour mon propre compte ou représentant du Prestataire indiqué ci-dessous, par la présente :

- Déclare être dûment autorisé à représenter le Prestataire;
- Déclare que les informations soumises au Conseil dans le cadre de cette procédure sont complètes, exactes et véridiques ;
- Reconnais par la présente avoir été dûment notifié que, dans l'hypothèse où une des déclarations ou informations fournies s'avérait fausse, le Conseil se réserve le droit d'exclure l'offre de la procédure ou de mettre fin à toute relation contractuelle relatives à cette dernière ;
- Consens à tout audit ou vérification que le Conseil pourra initier par quelque procédé que ce soit, relativement aux informations soumises dans le cadre de la présente procédure ;
- Déclare que ni moi ni le Prestataire que je représente (le cas échéant) ne se trouve dans un des cas mentionnés dans les critères d'exclusion reproduits dans le Dossier d'Appel d'Offres ;
- Déclare que ni moi ni le Prestataire que je représente (le cas échéant) ne se trouve dans une situation de conflit d'intérêts réel ou éventuel relativement à la présente procédure. Je reconnais avoir été notifié qu'un conflit d'intérêts peut résulter, en particulier, d'intérêts économiques ou politiques, d'affinités nationales ou émotionnelles ou des liens familiaux, et de tout autre relation ou intérêt commun ;
- Déclare (le cas échéant) que je suis le seul propriétaire des droits moraux attachés aux créations de la société unipersonnelle constituée sous ma propriété unique. Je suis individuellement responsable pour toute obligation découlant du présent contrat et dont je devrai répondre à titre individuel ou par le biais de la société unipersonnelle constituée sous ma propriété unique.
- M'engage à informer le Conseil de tout changement important de circonstances dans un délai raisonnable. Un changement important inclut, mais ne se limite pas à, un changement de statut juridique, de propriété, nom et adresse, perte de licence d'enregistrement, liquidation, suspension ou disqualification par une autorité ou une agence nationale ou locale ;
- Accepte, sans dérogation, tous les termes des conditions contractuelles telles que reproduites dans ce document et comprend que sa signature **constitue la signature du contrat** avec le Conseil, sous réserve de sélection de l'offre par le Conseil et sous réserve de la contre-signature de cet Acte par un représentant du Conseil dûment autorisé.

Compléter cette partie, imprimer et signer le document dans la cellule indiquée, envoyer une copie scannée dans son intégralité à l'adresse email indiquée sur la première page.

Pour le Prestataire ▼		Pour le Conseil de l'Europe ▼		
Signature	Signataire (Nom, Fonction et Entité) ▶		Signataire (Nom, Fonction et Entité) ▶	
	Prestataire ▶		% de paiement d'avance accepté ▶	
	Lieu de signature ▶	A	Lieu de signature ▶	A
	Date de signature ▶	___ / ___ / ____	Date de signature ▶	___ / ___ / ____
	Signature ▶		Signature ▶	
		N° de PO ▶		
		N° FIMS ▶		

FACTURATION (Partie réservée au Conseil de l'Europe)

Adresse de facturation ▶

Conseil de l'Europe, Avenue de l'Europe, F – 67075 Strasbourg Cedex

La facture indiquera des prix **somme forfaitaire nette**

La facture sera établie **hors taxes**

La facture sera établie **hors taxes**. La phrase suivante devra apparaître sur la facture : « **Conformément à l'article 2 b) de la Directive 2015/115/CE : Achat/Prestation intra-communautaire à destination d'un organisme exonéré : articles 143 et 151 de la Directive 2006/112/CE** ».

Le Conseil de l'Europe fournira un certificat d'exonération de la TVA au prestataire pour chaque commande. Le certificat d'exonération devra être conservé par le prestataire et présenté aux autorités fiscales compétentes pour justifier d'une facturation hors taxes. Dans l'hypothèse où le Conseil de l'Europe n'est pas en mesure de fournir ledit certificat, la facture sera établie **toutes taxes comprises**.

La facture sera établie **toutes taxes comprises**. La facture devra indiquer le montant hors taxes, le taux et le montant de la TVA et le montant toutes taxes comprises.

Pour les prestations matériellement exécutées en France, les prestataires qui ne disposeraient pas d'un numéro de TVA français devront s'enregistrer auprès des autorités fiscales françaises : Direction des Impôts des Non-Résidents – DINR / sie.entreprises-etrangeres@dgfip.finances.gouv.fr / 10, rue du Centre / 93465 Noisy-le-Grand Cedex / + 33 (0)1 57 33 85 00

La facture sera établie **toutes taxes comprises** (TVA française au taux applicable). Les prestataires doivent s'enregistrer relativement à la TVA auprès du Mini Guichet Unique TVA (VAT MOSS) de leur choix. La facture devra indiquer le montant hors taxes, le taux et le montant de la TVA et le montant toutes taxes comprises. La phrase suivante devra apparaître sur la facture : « **TVA française collectée par le prestataire et payée au Mini Guichet Unique TVA de [Adresse/Pays] sous le n° d'identification MOSS [N° XX]** ».

Commentaires

Le Prestataire facturera le Conseil comme indiqué ci-dessus. Pour toute question, veuillez contacter le point de contact du contrat. Hormis le régime de TVA, la facturation doit se conformer à la législation applicable. Sauf accord contraire entre les parties, la facture sera établie dans la devise indiquée dans le Tableau des Honoraires (voir Partie A).

C. Conditions juridiques

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 Le Prestataire de services s'engage, aux conditions, dans les limites et selon les modalités prévues d'un commun accord ci-après, à exécuter la liste des Livrables tels que décrits dans les Termes de Référence (voir partie A ci-dessus) du présent Contrat et compris dans l'offre soumise par le Prestataire.
- 1.2 Le présent Contrat est composé, par ordre de préséance de :
 - a) l'Acte d'Engagement, dans sa totalité (page de couverture, parties A et B et les présentes conditions juridiques), et de tout bon de commande ; et
 - b) l'offre soumise par le Prestataire.
- 1.3 Les conditions de vente du Prestataire, quelles qu'elles soient, ne sauraient prévaloir sur les présentes conditions juridiques. Toute disposition énoncée par le Prestataire dans ses documents (conditions de vente ou correspondance) potentiellement en conflit avec les présentes conditions juridiques sont considérées nulles et non avenues, à l'exception des clauses plus favorables au Conseil.
- 1.4 Dans le cadre du présent Contrat :
 - a) « Contrat » fait référence à l'ensemble des documents listés à l'article 1.2 ;
 - b) « Conseil » fait référence au Conseil de l'Europe ;
 - c) « Livrables » fait référence aux services et biens décrits dans les Termes de référence ;
 - d) « Parties » fait référence au Conseil et au Prestataire ;
 - e) « Prestataire » fait référence à la personne morale ou physique sélectionnée par le Conseil pour fournir les Livrables. Cette personne peut également et sans distinction être désignée par les termes « Prestataire de service » ou « Consultant ».

ARTICLE 2 – DUREE

Le contrat est conclu jusqu'à la date stipulée à la Partie A du dossier de consultation et prend effet à compter de sa signature par les deux parties. Les Livrables doivent être exécutés conformément au cadre temporel spécifié dans les Termes de référence ou, par défaut, dans l'offre soumise par le Prestataire.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

3.1 Obligations générales

- 3.1.1. Le Prestataire est seul responsable des décisions relatives aux ressources humaines, techniques, logistiques et matérielles prises en vue de fournir les Livrables, tenant dûment compte des besoins et contraintes du Conseil, tels que définis contractuellement.
- 3.1.2. Le Prestataire reconnaît être soumis à une obligation générale de conseil, incluant mais sans s'y limiter, une obligation de fournir toute information ou recommandation pertinente au Conseil. A cet égard, le Prestataire doit notamment fournir au Conseil tout conseil, tout message de prévention ou toute recommandation requis(es) en termes de qualité des Livrables et de conformité aux standards professionnels applicables. Le Prestataire s'engage également à informer le Conseil dans les plus brefs délais, au cours de l'exécution du Contrat, de toute initiative et/ou projet de loi/réglementation, politique, stratégie ou plan d'action, ou tout autre développement lié à l'objet du Contrat.

3.2 Services intellectuels

- 3.2.1 Les dispositions des articles 3.2.2 à 3.2.10 s'appliquent dès lors que le Contrat comprend la prestation de services intellectuels.
- 3.2.2 Sauf accord contraire entre les Parties, tout document élaboré par le Prestataire au titre du présent Contrat doit être rédigé dans l'une des langues officielles du Conseil (anglais ou français) et présenté sur un support électronique permettant le traitement de texte. Dans l'hypothèse où les parties prévoient qu'un Livrable écrit soit préparé dans une langue autre que l'anglais ou le français, un résumé en anglais ou en français doit être inclus dans ledit document.
- 3.2.3 Sauf accord contraire entre les Parties, tout document écrit de plus de 1 500 mots doit être précédé ou accompagné d'une synthèse en exposant le thème et les principales conclusions ; sauf demande expresse, aucun document ne doit dépasser 5 000 mots.
- 3.2.4 Le Prestataire garantit que les Livrables satisfont aux plus hauts standards académiques.
- 3.2.5 Le Prestataire cède au Conseil, à titre exclusif et irrévocable, pour le monde entier et pour l'entière période de protection des droits d'auteur tous les droits portant sur les Livrables résultant de l'exécution du présent Contrat. Ces droits comprennent notamment le droit d'utiliser, reproduire, publier, adapter, traduire et diffuser - ou de faire utiliser, reproduire, publier, adapter, traduire et diffuser - dans tout pays et dans toute langue, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, y compris sur CD-ROM ou sur Internet, en tout ou partie, les Livrables.
- 3.2.6 Le Conseil se réserve le droit d'exercer les droits susmentionnés pour tout but relevant de ses activités.
- 3.2.7 Le Prestataire garantit que les droits de tiers ne seront pas violés à la suite de l'utilisation par le Conseil des Livrables. Dans l'hypothèse où la demande d'un tiers relative à une violation alléguée de ses droits de propriété intellectuelle causerait un préjudice au Conseil, le Prestataire indemniserait entièrement le Conseil pour tout préjudice causé à ce dernier.
- 3.2.8 Nonobstant la disposition prévue à l'article 3.2.5 ci-dessus, le Conseil peut, si le Prestataire lui en a fait la demande, l'autoriser à utiliser le ou les Livrables auxquels il est fait référence ci-dessus. Lorsque le Conseil donne cette autorisation au Prestataire, il l'informe de toutes conditions qui pourraient s'appliquer à cette utilisation.
- 3.2.9 Tout droit de propriété intellectuelle du Prestataire sur les méthodes, savoirs et informations qui préexistent à la date de conclusion du présent Contrat et qui sont inclus, nécessaires ou découlent de l'exécution du Contrat reste la propriété du Prestataire. Toutefois, en contrepartie des honoraires payés au titre du présent Contrat le Prestataire octroie au Conseil une licence libre et non-exclusive pour le monde entier et pour la durée de validité de tout droit de propriété intellectuelle relatif à l'utilisation de ces méthodes, savoirs et informations dès lors que ces derniers constituent une partie intégrante des Livrables.

3.2.10 Si les Livrables attendus résultent de la fourniture d'une session de formation, et sous couvert que les matériels de formation ne soient pas la propriété du Conseil, le Prestataire octroie aux participants à la formation une licence non-exclusive pour le monde entier et pour la durée de validité de tout droit de propriété intellectuelle existant sur lesdits matériels, pour leur usage professionnel des matériels fournis par le formateur.

3.3 Couverture d'assurance médicale et sociale du Prestataire et de ses employés

Le Prestataire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour son assurance maladie et sa couverture de sécurité sociale pendant toute la durée des services qu'il réalise au titre du Contrat. Le Prestataire reconnaît et accepte à cet égard que le Conseil décline toute responsabilité concernant tous risques sanitaires ou sociaux liés à une maladie, à une grossesse ou un accident qui pourraient survenir pendant la réalisation des services objet du Contrat.

3.4 Obligations fiscales

Le Prestataire s'engage à informer le Conseil de tout changement quant à son statut relatif à la TVA et à respecter toutes les dispositions légales en vigueur et à s'acquitter de ses obligations fiscales. A cet effet :

- a) il présentera au Conseil une facture conforme à la législation en vigueur, ou une demande de paiement si le Prestataire, conformément à la législation en vigueur, ne facture pas la TVA ;
- b) il déclarera, aux fins fiscales, tous les honoraires qui lui auront été versés par le Conseil conformément aux dispositions en vigueur dans son pays de résidence fiscale.

3.5 Loyauté et confidentialité

3.5.1 Dans l'exécution du présent contrat, le Prestataire ne sollicitera ni n'acceptera d'instructions d'aucun gouvernement ou autorité extérieure au Conseil. Le Prestataire s'engage à respecter les directives du Conseil pour la réalisation du travail qui lui est demandé, d'observer la discrétion la plus absolue concernant toutes les questions de service et de s'abstenir de toute déclaration ou acte pouvant être interprétés comme engageant le Conseil.

3.5.2 Le Prestataire s'engage à observer la discrétion la plus absolue pour tout ce qui concerne le contrat, et notamment à l'égard de toute question de service ou données enregistrées ou à enregistrer dont il aurait connaissance dans l'exécution du présent contrat. Sauf obligation découlant du contrat, ou autorisation expresse du Conseil, le Prestataire s'abstient en toutes circonstances de communiquer à une personne physique ou morale, un gouvernement ou une autorité extérieure au Conseil, toute information qui n'a pas été rendue publique et dont il a connaissance du fait de ses relations avec le Conseil. Il est également interdit au Prestataire de chercher à retirer un avantage privé de telles informations. Ni l'expiration ni la résiliation par le Conseil du contrat ne mettent un terme à ces obligations.

3.6 Divulgence des termes du contrat

3.6.1 Le Prestataire est informé que tous les termes du Contrat, y compris les données relatives à son identité et à ses prix, peuvent être divulgués aux fins de l'audit interne et externe, ainsi qu'au Comité des Ministres et à l'Assemblée parlementaire du Conseil pour leur permettre de s'acquitter de leurs fonctions statutaires, ainsi que pour satisfaire aux conditions de publication et de transparence du Conseil ou de ses donateurs. Le Prestataire autorise la publication, sous toute forme et sur tout support, y compris sur les sites Internet du Conseil ou de ses donateurs, du titre du Contrat ou des projets, de la nature et de l'objet du Contrat ou des projets, du nom et de la localisation du Prestataire et du montant du Contrat/projet.

3.6.2 En tant que de besoin, le Conseil prendra les mesures spécifiques de confidentialité nécessaires pour préserver les intérêts vitaux du Prestataire.

3.7 Utilisation du nom du Conseil de l'Europe

Le Prestataire ne peut utiliser le nom, le drapeau ni le logo du Conseil sans en avoir été autorisé au préalable par le Conseil.

3.8 Protection des données

Sans préjudice des autres dispositions du Contrat, les Parties s'engagent, lors de l'exécution du Contrat, à se conformer à tout moment à la réglementation applicable à chacune d'elles concernant le traitement de données.

Lorsque le Prestataire, conformément à ses obligations découlant du Contrat, traite des données pour le compte du Conseil, il doit :

- i. Traiter les données personnelles en conformité avec les seules instructions écrites du Conseil ;
- ii. Traiter les données personnelles dans la seule mesure et de façon nécessaire à l'exécution du Contrat, ou ainsi qu'il lui sera autrement notifié par le Conseil ;
- iii. Mettre en œuvre les mesures technologiques appropriées afin de protéger les données contre toute perte accidentelle, destruction, dommage, altération ou divulgation. Ces mesures doivent être proportionnées au préjudice qui pourrait résulter de tout traitement non-autorisé ou illégal, perte accidentelle, destruction, dommage et être corrélées à la nature des données personnelles à protéger ;
- iv. Prendre les mesures nécessaires afin de s'assurer de la fiabilité des employés du Prestataire ayant accès aux données personnelles et de garantir qu'ils se soient engagés à respecter la confidentialité ou qu'ils soient soumis à une obligation statutaire de confidentialité et ainsi, qu'ils se conforment aux obligations de protection des données découlant de ce Contrat ;
- v. Obtenir le consentement écrit du Conseil avant tout transfert de possession ou de responsabilité des données personnelles vers des sous-traitants. Si le Conseil choisit d'autoriser la sous-traitance, les mêmes obligations de protection des données exposées dans ce Contrat seront imposées au sous-traitant par contrat. Le Prestataire restera pleinement responsable à l'égard du Conseil du respect des obligations par le sous-traitant.
- vi. Notifier le Conseil dans un délai de cinq jours ouvrés s'il reçoit :
 - une demande de la part d'une personne concernée d'accès (y compris de rectification, suppression ou objection) aux données personnelles de cette personne ; ou
 - une plainte ou demande liée aux obligations du Conseil de se conformer aux prérequis de la protection des données ;
- vii. Apporter au Conseil toute l'assistance nécessaire en lien avec une telle plainte ou demande et l'assister dans ses obligations de répondre aux demandes de rectification, d'effacement ou d'objection, de donner aux personnes concernées une information sur le traitement des données et de notifier toute violation de données personnelles ;

- viii. Autoriser les contrôles et audits et y contribuer, y compris les inspections conduites ou mandatées par le Conseil ou par toute tierce partie ayant un pouvoir d'audit. Le Prestataire doit immédiatement informer le Conseil de tout audit non mandaté ou conduit par le Conseil ;
- ix. Ne pas traiter ni transférer des données personnelles en dehors de la juridiction d'un État membre du Conseil de l'Europe sans l'autorisation préalable du Conseil et, sous réserve qu'un niveau adéquat de protection soit garanti par la loi ou par des garanties ad hoc ou standardisées agréées (par exemple, des règles contraignantes d'entreprises) dans la juridiction du destinataire ;
- x. Fournir au Conseil toute information permettant de démontrer la conformité aux obligations découlant du Contrat relatives au traitement des données et aux droits des personnes concernées ;
- xi. Supprimer ou restituer au Conseil, à sa demande, toutes données personnelles et toute copie existante, à moins que la réglementation applicable requière la conservation desdites données personnelles.

3.9 Activité parallèle

Tout prestataire personne physique employé en parallèle à ce contrat confirme par la présente qu'il ou elle :

- a) A été autorisé(e) par son employeur à avoir une activité rémunérée pour le Conseil ; et/ou
- b) S'est vu(e) accorder un congé durant l'exécution de ces obligations découlant du présent Contrat.

3.10 Autres obligations du Prestataire

- 3.10.1 Au cours de l'exécution du présent contrat, le Prestataire s'engage à respecter les principes, dispositions et valeurs du Conseil.
- 3.10.2. Le Prestataire s'engage à respecter et à appliquer la Politique de sauvegarde d'enfants et de s'assurer, en particulier, que tous les participants impliqués dans la mise en œuvre du projet respectent et agissent en conformité avec la Politique également (*voir Annexe*).
- 3.10.3 Le Statut du personnel et la réglementation relative aux agents temporaires ne sont pas applicables au Prestataire.
- 3.10.4 Aucun élément du présent Contrat ne peut être interprété comme conférant au Prestataire la qualité d'un agent ou d'un employé du Conseil de l'Europe.

Article 4 – Honoraires, frais et mode de paiement

4.1 Frais

- 4.1.1. 4.1.1 En contrepartie de l'exécution par le Prestataire de ses obligations au titre du bon de commande, le Conseil s'engage à lui verser les honoraires indiqués en Euros (sauf accord contraire entre les parties) tels qu'indiqués dans l'offre du Prestataire (Voir Partie B).
- 4.1.2. Les montants indiqués dans le présent Contrat et dans chaque bon de commande sont finaux et ne sont pas sujet à révision.

4.2 TVA

- 4.2.1 Si le Prestataire n'est pas assujéti à la TVA, le montant est facturé *sommes forfaitaires nettes*. Si le Prestataire est assujéti à la TVA, le montant sera facturé conformément aux Articles 4.2.2 à 4.2.5.
- 4.2.2 Si les livrables sont taxables en France, le montant est facturé *toutes taxes comprises*.
- 4.2.3 Si les livrables sont taxables dans un autre pays de l'Union européenne, et sauf accord contraire entre les Parties, le Conseil fournit au Prestataire un certificat d'exonération avant la signature du Contrat. Le certificat d'exonération transmis par le Conseil est à conserver par le Prestataire et sera à présenter aux services fiscaux compétents afin de justifier la facturation en *hors taxes*. Conformément à l'article 2 b) de la Directive 2001/115/CE, la mention suivante devra apparaître sur la facture : « Achat/Prestation Intra-communautaire à destination d'un organisme exonéré : articles 143 et 151 de la Directive 2006/112/CE ». Dans l'hypothèse où le Conseil ne serait en position de fournir ledit certificat, le montant est facturé *toutes taxes comprises*.
- 4.2.4 Si les livrables sont taxables dans un pays tiers de l'Union européenne, le montant est facturé *hors taxes* si la législation applicable le permet ou si le Conseil dispose d'une autre forme d'exonération dans le pays concerné. Sinon, le montant est facturé *toutes taxes comprises*.
- 4.2.5 Pour des prestations de services en ligne, si le Prestataire est établi soit dans un pays de l'Union européenne (autre que la France) ou dans un pays tiers de l'Union européenne, le montant facturé inclut la TVA française au taux applicable. La facture indique le montant total *hors taxes*, le taux applicable, le montant de la TVA et le montant *toutes taxes comprises*. La mention suivante devra apparaître sur la facture : « Achat/Prestation intra-communautaire : TVA française collecté par le Prestataire et payé au mini-guichet unique de [Adresse/Pays] ».

4.3 Facturation et paiement

- 4.3.1 Pour chaque livrable exécuté, et dès réception des livrables par le Conseil, le Prestataire produit une facture (ou demande de paiement pour les non-assujéttis) en triple exemplaire, libellée en Euros (sauf accord contraire entre les Parties) et conforme à la réglementation en vigueur.
- 4.3.2 Avant d'accepter les livrable(s) ou service(s), le Conseil se réserve le droit de demander au Prestataire de soumettre tout document ou toute information pouvant permettre d'établir que le Contrat a été dûment exécuté.
- 4.3.3 Pour les services relatifs à l'organisation d'événements, le Prestataire doit soumettre tout document établissant que l'événement a bien eu lieu, y compris, sans s'y limiter, une feuille de présence par demi-journée indiquant le lieu, les dates et horaires de l'événement, signée par chaque participant et par le Prestataire.
- 4.3.4 Les honoraires sont dus dans les 60 (soixante) jours calendaires suivant la présentation des documents décrits à l'Article 4.3.1, sous couvert de l'exécution des livrable(s) décrit(s) dans les termes de référence et de son/leur réception par le Conseil.
- 4.3.5 Tout paiement d'avance est conditionné à l'accord écrit des Parties, bon de commande par bon de commande, et est dû dans les 60 (soixante) jours calendaires à compter de la signature du bon de commande concerné.

4.4 Autres frais

- 4.4.1 Si le Prestataire doit se déplacer aux fins du présent Contrat, et à supposer que les Termes de Référence ne stipulent pas que les frais de transport et des indemnités journalières sont déjà inclus dans le montant contracté, le Conseil s'engage également, sous réserve d'y avoir consenti au préalable, à rembourser les frais de voyage et de séjour du Prestataire sur la base des règles applicables du Conseil de l'Europe².
- 4.4.2 Les frais de transport auxquels il est fait référence à l'Article 4.4.1 sont remboursés sur la base du billet de train (1^{ère} classe) ou d'avion (classe économique) sur présentation de la facture à l'en-tête de la société fournissant la prestation de voyage. Les indemnités journalières (y compris les frais de transport au sein de la localité visitée) sont remboursées au taux applicable.
- 4.4.3 Lorsque le Prestataire doit se déplacer au titre du Contrat, il est, pendant la durée du déplacement et du séjour, couvert par une police d'assurance souscrite auprès de CHARTIS (Police n° 2.004.761), qu'il peut contacter à un numéro d'appel d'urgence (+ 32 (0)3 253 69 16). Ladite assurance couvre les risques spécifiques liés au voyage et au séjour du Prestataire (y compris les frais médicaux entraînés par des occurrences imprévues de maladie ou d'accidents, le rapatriement, l'annulation du voyage ou du transport aérien, la perte ou le vol de biens personnels). La police d'assurance ne couvre pas les personnes ayant 75 ans révolus.

ARTICLE 5 – RUPTURE DU CONTRAT

- 5.1 Si le Prestataire ne satisfait pas aux conditions stipulées dans le présent Contrat ou à celles découlant de tout avenant écrit accepté par les deux parties, conformément aux dispositions de l'article 6 ci-après, ou s'il assure une prestation de services d'un niveau non satisfaisant, le Conseil estimera qu'il s'agit d'une rupture de contrat et pourra en conséquence refuser de verser en tout ou partie les honoraires et de régler les frais stipulés à l'article 4.1 ci-dessus.
- 5.2 Dans les cas prévus à l'alinéa 5.1 ci-dessus, le Conseil se réserve en outre, à tout moment et après notification au Prestataire, le droit de mettre fin au Contrat. En cas d'annulation du Contrat, le Conseil de l'Europe ne règlera que le montant correspondant aux services effectivement assurés à son entière satisfaction au moment de l'annulation du Contrat, et exigera le remboursement des montants déjà versés correspondant aux services non fournis.
- 5.3 Les montants restant dus doivent être versés sur le compte bancaire du Conseil dans les 60 (soixante) jours calendaires suivant l'envoi par le Conseil d'une notification écrite au Prestataire concernant ces montants.

ARTICLE 6 - MODIFICATIONS

- 6.1 Les dispositions du présent contrat ne peuvent être modifiées qu'avec l'accord écrit des deux parties. Cet accord peut prendre la forme d'un courrier électronique sous condition d'utiliser les coordonnées des parties stipulées à l'Article 8.
- 6.2 Une modification ne saurait porter sur un élément du contrat susceptible d'altérer les conditions initiales de la procédure de passation de marchés ou donner lieu à une inégalité de traitement entre soumissionnaires.
- 6.3 Ce contrat ne peut faire l'objet d'aucune cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gratuit, sans l'autorisation préalable et écrite du Conseil.
- 6.4 Le prestataire ne peut sous-traiter tout ou partie des services sans l'autorisation écrite préalable du Conseil.

ARTICLE 7 - CAS DE FORCE MAJEURE

- 7.1 En cas de force majeure, les Parties seront dégagées de la responsabilité leur incombant au titre du présent Contrat sans dédommagement financier. Seront considérés comme des cas de force majeure les événements météorologiques exceptionnels, séismes, grèves touchant les transports aériens, attentats, état de guerre, risques sanitaires ou événements exigeant que le Conseil ou le Prestataire annule le contrat.
- 7.2 S'il se produit un cas de force majeure, chaque Partie devra le notifier à l'autre par écrit, dans un délai de 7 jours calendaires.

ARTICLE 8 - COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

- 8.1 Le point de contact pour le Conseil est indiqué sur la 1^{ère} page de l'Acte d'Engagement (voir ci-dessus).
- 8.2 Le Prestataire est joignable aux coordonnées indiquées sur la 1^{ère} page de l'Acte d'Engagement (voir ci-dessus).
- 8.3 Toute communication est réputée avoir été effectuée au jour de sa réception par la Partie destinataire, sauf si le Contrat fait référence à sa date d'envoi.
- 8.4 Toute communication est réputée avoir été reçue par la Partie destinataire le jour de son envoi réussi, à condition d'avoir utilisé les coordonnées mentionnées ci-dessus. L'envoi ne sera pas considéré réussi si l'expéditeur reçoit un message de non-réception. Dans ce cas, l'expéditeur devra immédiatement envoyer la communication via l'un des autres moyens de communication mentionnés ci-dessus. En cas d'échec de l'envoi, l'expéditeur ne pourra pas être considéré en violation de son éventuelle obligation de faire parvenir la communication dans un délai donné, à condition que la communication soit envoyée sans délai par d'autres moyens.
- 8.5 Le courrier envoyé au Conseil par la voie postale est considéré comme ayant été reçu par le Conseil à la date à laquelle il aura été enregistré par le service identifiée au paragraphe 1 ci-dessus.
- 8.6 Toute notification formelle faite par courrier recommandé avec accusé de réception, ou équivalent, ou par des moyens électroniques équivalents, sera réputée avoir été reçue par son destinataire au jour indiqué sur l'accusé de réception, ou équivalent.

ARTICLE 9 – RECEPTION

La fourniture des Livrables fait l'objet d'une procédure écrite de réception. Si la réception est refusée, le Conseil doit dûment en informer le Prestataire, en fournissant les motifs de cette décision, et pourra le cas échéant fixer de nouvelles modalités pour la livraison des Livrables. Si la réception est à nouveau refusée, le Conseil pourra résilier tout ou partie du Contrat sans préavis et sans payer de compensation financière.

ARTICLE 10 – CHANGEMENT DE CIRCONSTANCES OU DE SITUATION DU PRESTATAIRE

- 10.1 Le Prestataire informe immédiatement le Conseil de tout changement dans son adresse ou dans son domicile légal.
- 10.2 Le Prestataire informe également sans tarder le Conseil:
- s'il est concerné par une fusion, une acquisition, un changement de propriétaire ou un changement de statut juridique;
 - lorsque le Prestataire est un consortium ou une entité similaire, si sa composition change ;

² Règles applicables : https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016805ceb34

- c) s'il fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement définitif pour une ou plusieurs des raisons suivantes: participation à une organisation criminelle, corruption, fraude, blanchiment de capitaux;
- d) s'il est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de règlement judiciaire ou de concordat préventif ou dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature, ou s'il fait l'objet d'une telle procédure;
- e) s'il fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée constatant un délit affectant son intégrité professionnelle ou une faute grave en matière professionnelle;
- f) s'il n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale, ou de ses impôts et taxes, selon les dispositions légales du pays où il a son domicile légal.
- g) s'il est ou est susceptible d'être en situation de conflit d'intérêts.

ARTICLE 11 - LITIGES

- 11.1 Tout litige relatif à l'exécution ou à l'application de ce Contrat sera soumis, à défaut de règlement amiable entre les parties, à la décision d'une commission arbitrale
- 11.2 La commission arbitrale composée de deux arbitres choisis chacun par l'une des parties et d'un surarbitre désigné par les deux arbitres; dans le cas où il ne serait pas procédé à la désignation du surarbitre dans les conditions prévues ci-dessus dans un délai de six mois, le Président du Tribunal de Grande Instance de Strasbourg procédera à cette désignation.
- 11.3 Toutefois, il sera loisible aux parties de soumettre le litige à la décision d'un arbitre choisi par elles d'un commun accord, ou à défaut d'un tel accord, par le Président du Tribunal de Grande Instance de Strasbourg.
- 11.4 La commission visée à l'alinéa 2 de cet article ou, le cas échéant, l'arbitre visé à l'alinéa 3 fixera la procédure à suivre.
- 11.5 A défaut d'accord entre les parties quant au droit applicable, la Commission ou, le cas échéant, l'arbitre statuera *ex aequo et bono*, compte tenu des principes généraux du droit ainsi que des usages du commerce.
- 11.6 La décision arbitrale n'est susceptible d'aucun recours et lie les parties.

ARTICLE 12 – COORDONNEES BANCAIRES DES PARTIES

Les coordonnées bancaires du Prestataire sont indiquées à la page 1 de l'Acte d'Engagement. Les coordonnées bancaires du Conseil sont les suivantes :

Banque : Société Générale Strasbourg

Adresse : F-67075 Strasbourg Cedex, France

Code IBAN : FR76 30003 02360 001500 1718672

SWIFT Code : SOGEFRPP

ANNEXE 1 : POLITIQUE DE PROTECTION DES ENFANTS (ANGLAIS SEULEMENT)

Last update: February 2019

Note: Bearing in mind the potential impact of the child safeguarding policy on the Council of Europe rules, regulations and internal procedures, this policy has been reviewed by the Directorate of Legal Advice and Public International Law (DLAPIL) and the Directorate General of Administration (DGA).

1. Policy commitment

1. Children in Council of Europe member States are entitled to enjoy the full range of human rights enshrined in the United Nations Convention on the Rights of the Child (UNCRC), the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (ECHR), the European Social Charter, and other international human rights standards.

2. The UNCRC requires States to take all appropriate legislative, administrative, social and educational measures to protect children from all forms of physical or mental violence, injury or abuse, neglect or negligent treatment, maltreatment or exploitation, including sexual abuse (Article 19). The ECHR, the European Social Charter and other Council of Europe treaties guarantee children's right to protection from harm, violence, exploitation and abuse. On the basis of Article 14 of the ECHR, the rights of children shall be secured without discrimination on any ground such as sex, race, colour, language, religion, political or other opinion, national or social origin, association with a national minority, property, birth or other status. The Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Convention) and the Council of Europe Convention on Preventing and Combatting Violence against Women and Domestic Violence (the Istanbul Convention) introduce measures to ensure that children are protected against sexual exploitation, sexual abuse and violence.

3. The Council of Europe is committed to protecting children from harm and ensuring that children's right to protection is fully realised. Since 2006, the programme "Building a Europe for and with Children" has striven to protect and promote the rights of the child in the Council of Europe member States. The [Council of Europe Strategy for the Rights of the Child \(2016-2021\)](#) calls on States to uphold the human rights of children by protecting them from all forms of violence and discrimination, respecting their right to education and encouraging child participation.

4. The Children's Rights Division of the Council of Europe is committed to conducting its projects, programmes and other interventions in full compliance with the rights of the child. This includes taking measures to protect children from harm.

5. Although the staff of the Children's Rights Division rarely comes directly in contact with children, it is anticipated that children will become increasingly involved in some of the Division's projects and activities since one of the Council of Europe's aims is to promote the right of the child to participate. Moreover, Council of Europe experts, consultants and grantees, may also participate in such activities. Risks of harm can arise when individuals involved in these activities are in direct contact with children or used as intermediates to represent children, work and communicate with them. Further risks in

the context of child participation include breaching anonymity of children in reports and other publications, portraying them in a manner that does not respect their dignity or overlooking their right to an informed consent.

6. In addition to risks that arise due to direct contact with children, Council of Europe policies and other interventions are likely to have an impact on the lives of children and the way professionals and other adults act around them. The Council of Europe programme "Building a Europe for and with children" aims to mainstream children's rights in the preparation, implementation and evaluation of standards and policies across the Organisation.

7. A number of internal rules and regulations of the Council of Europe already oblige staff members of the Organisation to base their work-related conduct on a set of ethical values. These rules and regulations equally apply to the work of the Children's Rights Division in the course of their project activities for or involving children:

- The Charter on professional ethics of 15 July 2005³ determines independence, integrity, respect and accountability as core values for the professional conduct of staff members and further includes guidance on behavior outside the working environment. Staff members should thereby refrain from any act that is contrary to the principles enshrined in the Statute of the Council of Europe or is likely to tarnish the Organisation's image or undermine the dignity or integrity of their post. Furthermore, staff members are expected to strictly observe the law and honour their private obligations. If they break the law, they should not attempt to take advantage of the immunity attached to their post in order to shirk their responsibilities;
- According to Article 19 of the General Agreement on Privileges and Immunities of the Council of Europe (ETS No. 2) the Secretary General has the right and the duty to waive the immunity of any official in any case where, in his opinion, the immunity would impede the course of justice;
- On taking up their duties, staff members undertake, through a solemn declaration in the presence of the Secretary General or his representative pursuant to Article 25 of the Staff Regulations, to carry out the duties entrusted to them loyally and conscientiously, respecting the confidence placed in them and to refrain from any action which might reflect upon their position as a member of the staff of the Council of Europe or which might be prejudicial morally or materially to the Council of Europe;
- Rule No. 1292 of 3 September 2010 on the protection of human dignity at the Council of Europe declares the fight against harassment as one of the priority internal-policies of the Organisation. The right to effective protection against harassment as stipulated under the Rule does not only apply to staff members but also to persons who participate in the Organisation's activities, wherever they may be held.

³ Charter on professional ethics of 15 July 2005. Available at: <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&id=1146297&direct=true>

8. The internal regulations of the Council of Europe therefore already contain prohibitions on actions which may risk direct harm to children. Reporting procedures are in place to ensure that allegations of a breach of these obligations are investigated and that any staff member found to have failed to abide by these obligations, or any obligation imposed by the law of the host country, is dealt with appropriately.

9. In view of the importance of protecting children from potential harm as well as the increase in Council of Europe projects and programmes for or involving children, it is considered relevant to supplement the abovementioned obligations by the present child safeguarding policy containing a set of guidelines and good practices for the implementation of project activities by the Children's Rights Division.

2. Aim and scope of the policy

10. The aim of this child safeguarding policy is to:

- include safeguards when implementing activities for or involving children to promote full respect of their rights and pursuit of their best interest;
- prevent and minimise the risk of harm that may be caused to children as a result of actions or neglect by staff, experts and third parties hired, appointed or contracted by the Children's Rights Division;
- ensure good practice when using the media, including social media.

11. The child safeguarding policy draws on key European and international legally binding instruments as well as relevant Council of Europe policies, recommendations and guidelines⁴.

12. The policy applies directly to all staff of the Children's Rights Division, whether permanent, temporary, seconded or interns, who shall, by appropriate means, make experts and contracted third parties who perform tasks under projects, programmes or other activities of the Children's Rights Division of the Council of Europe that include child participation and have or may have an impact on the rights of the child, aware of the policy. Contracts and grant agreements with third parties concerning activities that include child participation and have an impact on the rights of the child are only concluded with parties that agree to abide by the policy.

⁴ United Nations Convention on the Rights of the Child (UNCRC), 1989; Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (ECHR), ETS No. 5, 1950; European Social Charter (revised), ETS No. 163, 1996; Convention for the Protection of Individuals with regard to Automatic Processing of Personal Data, ETS No. 108, 1981; Council of Europe Convention on Action against Trafficking in Human Beings, CETS No. 197, 2005; Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Convention), CETS No. 201, 2007; Council of Europe Convention on preventing and combating violence against women and domestic violence (Istanbul Convention), CETS No. 210, 2011; Council of Europe Strategy for the Rights of the Child (2016-2021); Parliamentary Assembly Resolution 1980 (2014) on increasing the reporting of suspected sexual abuse of children; Recommendation CM/Rec (2011)12 of the Committee of Ministers to member States on children's rights and social services friendly to children and families; Recommendation CM/Rec(2012)2 of the Committee of Ministers to member States on the participation of children and young people under the age of 18; The Council of Europe Policy Guidelines on integrated national strategies for the protection of children from violence (2009); Guidelines of the Committee of Ministers of the Council of Europe on child-friendly justice (2010); Council of Europe Guidelines on child-friendly health care (2011).

3. Definitions

13. For the purposes of this child safeguarding policy, the following definitions apply.

Child:

14. Based on Article 1 of the UNCRC⁵ and Article 3 of the Lanzarote Convention⁶, a child means any person below the age of eighteen years.

Child safeguarding:

15. Child safeguarding means to take appropriate measures to ensure that staff, experts, contracted third parties, operations, projects and programmes do no harm to children and promote their best interest. This means that children are not exposed to the risk of harm and abuse and that any concerns the Children's Rights Division of the Council of Europe has about children's safety are reported to the appropriate authorities.

16. Child safeguarding includes both **preventive** actions to minimise the risks of harm occurring, and **responsive** actions to ensure that incidents which may happen are appropriately handled.

Child abuse:

17. For the purposes of this policy, child abuse consists of anything which individuals, organisations or processes do or fail to do which directly or indirectly harms children or damages their prospects of safe and healthy development. Child abuse can be physical, sexual and/or emotional in nature.

18. **Physical abuse** is characterised as actual or potential physical harm perpetrated by another person, adult or child. It can involve hitting, shaking, poisoning, drowning and burning. **Emotional abuse** can be characterised as persistent emotional maltreatment that impacts on a child's emotional development. Emotionally abusive acts can include restriction of movement, degrading, humiliating, bullying (including cyber-bullying), threatening, scaring, discriminating, ridiculing and other non-physical forms of hostile and rejecting treatment.

19. **Neglect and negligent treatment**, depending on the context, resources and circumstances, may also be considered as child abuse, if it is likely to result in serious impairment of a child's healthy physical, spiritual, moral and mental development.

Child sexual abuse and sexual exploitation:

20. According to the Lanzarote Convention of the Council of Europe, **sexual abuse** of a child is when an adult engages in sexual activities with a child who, according to the relevant provisions of national law, has not reached the legal age for sexual activities. It also includes engaging in sexual activities with a child, whatever his or her age, where:

⁵ United Nations Convention on the Rights of the Child (UNCRC), 1989. Available at: <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx>

⁶ Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Convention), 2007. Available at: <https://rm.coe.int/168046e1e1>

- use is made of coercion, force or threats; or
- abuse is made of a recognised position of trust, authority or influence over the child, including within the family; or
- abuse is made of a particularly vulnerable situation of the child, notably because of a mental or physical disability or a situation of dependence.

21. Child **sexual exploitation** includes offences regarding child prostitution, child pornography, participation of a child in pornographic performances, corruption of children (causing a child to witness sexual abuse or sexual activities, even without having to participate) and solicitation of children for sexual purposes through information and communication technologies.

22. Aiding or abetting the commission of any of the aforementioned offences as well as attempts to commit said offences are included in this definition.⁷

Staff of the Children's Rights Division:

23. For the purposes of this policy, staff of the Children's Rights Division refers to permanent and temporary staff contracted in accordance with the Council of Europe Staff Regulations⁸ as well as seconded officials (see below), and interns, who work for the Children's Rights Division.

Experts:

24. Experts are considered as member States' representatives on Committees of Experts; members of Committees set up under Council of Europe conventions.

Contracted third parties:

25. By contracted third party is understood any organisation or institution, public or non-public, commercial or non-profitable, or any person with whom the Council of Europe may enter into a service contract or a grant agreement.⁹

4. Key principles

26. Children in Council of Europe member States are entitled to enjoy the full range of human rights safeguarded by the ECHR, the European Social Charter, the UNCRC and other international human rights instruments. These include civil, political, economic, social and cultural rights. The work of the Children's Rights Division is based on the UNCRC, the Council of Europe Strategy for the Rights of the Child (2016-2021) as well as making use, where applicable, of the preventive and protective measures outlined in the Lanzarote and Istanbul Conventions.

⁷ Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Convention), 2007 (Articles 18-24). Available at: <https://rm.coe.int/168046e1e1>

⁸ Staff Regulations – Current version in force from 1 January 2017. Available at: [https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&Ref=COMP/CM/Res\(2007\)1&Language=lanEnglish&Ver=original&Site=COE&BackColorInternet=99CCFF&BackColorIntranet=99CCFF&BackColorLogged=99CCCC&direct=true](https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&Ref=COMP/CM/Res(2007)1&Language=lanEnglish&Ver=original&Site=COE&BackColorInternet=99CCFF&BackColorIntranet=99CCFF&BackColorLogged=99CCCC&direct=true)

⁹ Instruction No. 59 of 21 December 2007 on consultants' contracts. Available at: <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&id=1231395&Site=DGAL-Handbook&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864&direct=true>

27. In its work the Children's Rights Division respects the following general principles:

1) Non-discrimination:

The rights of the child apply to all children without discrimination of any kind, irrespective of the child's or his or her parent's or legal guardian's race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national, ethnic or social origin, property, disability, birth, sexual orientation, gender identity, or other status.

2) Best interests of the child:

In all actions concerning children, the best interests of the child shall be a primary consideration.

3) Right to life and development:

Children have an inherent right to life and to protection from violence and suicide. Development should be interpreted in its broadest sense, embracing the child's physical, mental, spiritual, moral, psychological and social development.

4) The right to be heard:

Involving children in decision-making at individual, family, organisation and policy level in society is key to realising their rights. Children should be empowered to understand and enjoy their rights. They should be made aware of what is acceptable and what is not and what they can do if there is a problem or a concern.

5) Do no harm principle:

In line with the International Child Safeguarding Standards¹⁰, the "do no harm" principle refers to minimising any harm that may be caused inadvertently as a result of activities of the Children's Rights Division.

6) Transparency and accountability:

Transparency and accountability are essential to ensure that poor practice can be addressed appropriately, potentially abusive behaviour challenged and best practice promoted.

7) Data protection:

All processing of personal data of children, including in communication and media activities, should be conducted in line with the Regulation outlining a data protection system for personal data files in the Council of Europe (CM(89)70) of 20 March 1989.

5. Guidelines for conduct

28. The staff of the Children's Rights Division should ensure that all individuals involved in activities with children sign a commitment to adhere to the principles and procedures outlined in this policy. In particular, all individuals participating in Council of Europe activities involving children should take note of the following guidelines for conduct.

¹⁰ Child Safeguarding Standards and how to implement them, Keeping Children Safe (2014). Available at www.keepingchildrensafe.org.uk

a. Code of conduct for individuals involved in Council of Europe activities

29. Individuals participating in activities involving or concerning children **should**:

- Comply with all relevant laws concerning the protection of children in the country where the activity takes place;
- Have full regard to the principles outlined in this policy;
- Inform children of their rights in a way they can understand, including by identifying the person, authority or service where to seek advice/complain in case of problem;
- Be careful about perception and appearance in their language, actions and relationships with children; their behaviour should demonstrate respect for children and their rights;
- Ensure that all physical contact with children is appropriate in the given local contexts;
- Use positive, non-violent methods to manage children's behaviour;
- Where possible and practical, follow the 'two-adult' rule, wherein two or more adults supervise all activities that involve children, and are visible and present at all times;
- Talk to children about their contact with staff or others and encourage them to raise any concerns;
- Take appropriate action as required where they become aware or suspect that a child has experienced or is experiencing abuse (see section 6);
- Comply with child protection related investigations (internal and external) and take steps to make available any documentary or other information necessary for the completion of the investigation.

30. Individuals participating in activities involving or concerning children **should not**:

- Spend excessive time alone with children away from others;
- Take children to their home, especially where they will be alone with them;
- Use any physical forms of punishment on a child;
- Discriminate against, show different treatment toward, or favour particular children to the exclusion of others;
- Expose children to hazardous work;
- Stigmatise children (for example, based on gender, race, ability, class, or another factor);
- Ignore a situation where a child is experiencing or is at risk of harm; they should take appropriate action (see section 6);
- Violate children's other rights (for example, their right to privacy, to information and to participate in decisions concerning them).

b. Guidelines for using images and stories about children

31. When developing and using photos or videos featuring children involved in the activities of the Children's Rights Division, the following principles should be respected:

- **Informed consent:** Permission should always be sought from the children themselves before taking images. To the greatest extent possible, the organisation should acquire informed consent of the child, the child's guardian, and/or the institution responsible for the child, before using any photo or video for publicity, fundraising, awareness raising, or any other purpose. The purpose should be made clear to the consent giver.

- **Privacy:** Personal and physical information that could be used to identify the location of a child within a country and cause them to be put at risk should not be used in any form of communication for general or public purposes. Geotagging of images should be disabled when taking photographs.
- **Security:** Information about children's lives and images of children (including information stored on a computer) should be kept in secure files. Access to these should be limited to those who need to use them during the course of their work.
- **Portrayal:** Images of children should portray the children in a dignified and respectful way. The image should not shame or embarrass a child and should be presented in context.

32. Different countries may have specific laws or cultural norms, which should be understood and adhered to as appropriate.

c. Guidelines for child participation in cooperation projects and programmes

33. The Project Management Methodology (PMM) at the Council of Europe follows a human rights approach of which participation, including child participation, is one of the guiding principles.¹¹ For child participation to be meaningful, the specific needs of children should be taken into account and accommodated for to the extent possible throughout the project's life cycle (five distinct phases of initiating, planning, implementing, closing and evaluating a project).¹²

34. For projects coordinated and implemented by the Council of Europe which involve or concern children, the **principle of "do no harm"** should apply throughout the project cycle. Special attention should be paid to the particularly vulnerable groups of children (e.g. children with disabilities, children living in poverty, children in care, Roma children, children on the move or otherwise affected by migration, and children from minorities).

Initiating a project

35. Meaningful participation starts at consultation of the project concept. As part of the stakeholder identification, the possibility of child participation and the form in which it would be conducted should be considered during the initiation phase of a project.

36. When inviting children to participate in a project, they should be provided with full, accessible, diversity-sensitive and age-appropriate information about their right to express their views freely and to have their views given due weight. They should be informed on how this participation will take place, its scope, purpose and potential impact. Children should never be coerced into expressing views against their wishes and they should be informed that they can cease involvement at any stage.

¹¹ The guiding principles of the human rights approach of the Council of Europe Project Management Methodology (2016) are the CoE acquis overall, the principle of equality and non-discrimination, participation and aim for long-term partnerships. Please consult the CoE PMM for more details, available at: <https://www.coe.int/web/project-management-methodology>.

¹² The project cycle as well as the seven processes that accompany it is described in more detail in the Council of Europe Project Management Methodology (2016).

37. From the perspective of child safeguarding, potential risk situations during the initiating phase include the needs assessment stage, as it usually involves consultations with project stakeholders, including children. Needs assessment for projects and programmes of the Children's Rights Division are generally conducted by staff of the Division, or by contracted third parties.

Planning a project

38. The stakeholder engagement plan should include a section on child participation, where it is outlined how the chosen form of participation will benefit the goals of the project. The children's interest and investment in the project should be considered based on their potential or actual vulnerability. The methods of engagement and stage of involvement of children throughout the project should be outlined.

39. Participation should be inclusive, avoid existing patterns of discrimination, and encourage opportunities for marginalised children, to be involved. Children are not a homogenous group and participation should provide for equality of opportunity for all, without discrimination on any grounds. Programmes should also ensure that they are culturally sensitive to children from all communities.

40. Potential risk situations during the planning phase are linked to communication with children. This is generally done through intermediary organisations that represent the interests of children or organisations run by children. Risk assessment with regard to child safeguarding must be included in the planning phase of any project involving children.

Implementing a project

41. Environments and working methods should be adapted to children's evolving capacities. Adequate time and resources should be made available to ensure that children are adequately prepared and have the confidence and opportunity to contribute their views. Consideration should be given to the fact that children will need differing levels of support and forms of involvement according to their age and evolving capacities. All individuals involved in project activities should be made aware of the code of conduct under section 5.a. in order to protect children from potential harm.

42. Potential risk situations during the implementing phase include direct interaction with children when they are participating in the project activities. Local organisations representing the interest of children, project staff, as well as contracted third parties charged with implementing or participating in the project activities are key groups involved.

Involving third parties

43. Projects may include activities where specific tasks are performed by third parties, either through service contracts or grant agreements. Specific risks are involved in the contracting of third parties and, therefore, staff of the Children's Rights Division should adopt preventive measures to minimise any risk.

44. Service contracts should include terms of reference that clearly define the obligations of the consultant with regard to safeguarding of children in the performance of the contract. The selection criteria should be tailored to minimise the risk of harm to children, for example, by requiring relevant qualifications for specific situations. Proof of any pertinent certificates and experience should be required from any consultants who are chosen to implement activities on behalf of the Council of Europe.

45. Grant procedures should ensure that the grant applicant is adequately qualified to implement the activities which it proposes before any agreement is made to provide funding. Information on any child safeguarding policy which may have been put in place by the beneficiary should be requested in order to enable an assessment of the risks of harm involved in any proposed project. Where risks are identified, specific measures should be taken to mitigate them throughout the granting phase, implementation period and the reporting phase.

46. When risks are assessed as important, project managers may request individuals involved in such activities to provide their criminal record.

47. All project managers should, to the extent possible, take measures to ascertain the good character of adults coming in contact with children in the context of activities.

Closing a project

48. The experiences with child participation should be part of the documentation of lessons learned during the project.

49. Progress reports and the final project report should include information on the results of the child participation and how it impacted on the outcomes of the project.

50. Children should be informed as to how their views have been interpreted and used and, where necessary, provided with the opportunity to challenge and influence the analysis of the findings. Children are also entitled to be provided with clear feedback on how their participation has influenced any outcomes. Wherever appropriate, children should be given the opportunity to participate in follow-up processes or activities. Monitoring and evaluation of children's participation should be undertaken, where possible, with children themselves.

51. As above, potential risk areas include communication and direct interaction with children.

Evaluating a project

52. The final evaluation report should contain information on how the child participation was conducted and its impact on the outcomes of the project. The lessons learned should include child safeguarding as a factor of the evaluation.

6. Reporting

53. All individuals covered by this policy should be informed about the steps to take and whom to contact when concerns arise regarding the safeguarding of children.

54. All children involved in project activities should be informed in a child-friendly manner about the child safeguarding policy.

Reporting child safeguarding concerns

55. A child safeguarding report should be made in the following instances:

- a potential case of abuse is observed or suspected;
- a substantiated allegation of abuse is being made;
- a child discloses abuse;
- a breach of the code of conduct under section 5. a. is reported or observed.

56. The reporting process should follow the following steps:

- 1) Inform directly the Head of the Children's Rights Division in writing about concerns with regard to child safeguarding with Project Manager and Head of the local Council of Europe Office (in case of decentralised projects) copied. If a child is in immediate danger, the Project Manager should directly contact the police and/or local child protection services as required by national law, and keep the Head of Division informed.
- 2) The Head of Division/Office provides guidance to the Project Manager and Project Officer. If appropriate, the Head of Division/Office shall inform the Legal Adviser of the Council of Europe who may inform the appropriate national authorities on behalf of the Organisation. The project staff and partners will extend full cooperation with competent national authorities to facilitate investigation, criminal and other proceedings as appropriate.
- 3) Where relevant, the Head of Division/Office informs the Secretary General with a view to taking appropriate action in line with the Staff Regulations (Part VI: Discipline; Appendix X: Regulations on Disciplinary Proceedings) in case of staff members or the procedures set out in the rules applicable to contracted third parties.
- 4) The identity of a person reporting information or cooperating with the investigation shall not be disclosed, unless expressly authorised by him or her, or where the conduct of a fair procedure so requires.

7. Misconduct

Misconduct by staff members of the Children's Rights Division

57. All staff members are bound by the charter of Professional Ethics. Any misconduct by staff members of the Children's Rights Division may result in the institution of disciplinary proceedings.

58. Inquiries will be conducted under the procedure laid down in Instruction 51 of 10 June 2006 on internal inquiries¹³.

59. Disciplinary proceedings are conducted based on the rules laid out in the Council of Europe Staff Regulations (Part VI: Discipline; Appendix X: Regulations on Disciplinary Proceedings)¹⁴. These rules apply to staff members, seconded officials¹⁵, temporary staff in France¹⁶ as well as locally recruited temporary staff members working in Council of Europe Duty Stations located outside of France¹⁷.

Misconduct by trainees

60. Trainees are required to observe the relevant principles, rules and values of the Council of Europe (including the protection of human dignity¹⁸), and confidentiality.

61. When an activity which they participate in or observe involves or concerns children, trainees shall also be required to observe and comply with the child safeguarding policy. Any misconduct regarding the code of conduct will be examined and appropriate action taken, including the potential termination of the traineeship.

Misconduct by experts

62. Experts who fail to adhere to the code of conduct under section 5.a. should not be allowed to participate in activities involving children.

Misconduct by contracted third parties

63. The Council of Europe will not contract with third parties who fail to adhere to the code of conduct under section 5.a.

64. Any person participating in the Organisation's activities or implementing activities with support from the Organisation, including contracted third parties, are required to observe the relevant principles, rules and values of the Council of Europe (including the protection of human dignity¹⁹), and confidentiality.^{20,21}

65. When an activity which they participate in or implement involves or concerns children, they shall also be required to observe and comply with the child safeguarding

¹³ Instruction 51 of 10 June 2006 on internal inquiries. Available at: https://search.coe.int/Pages/result_details.aspx?ObjectId=0900001680781cdd

¹⁴ Staff Regulations – Current version in force from 1 January 2017. Available at: [https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&Ref=COMP/CM/Res\(2007\)1&Language=lanEnglish&Ver=original&Site=COE&BackColorInternet=99CCFF&BackColorIntranet=99CCFF&BackColorLogged=99CCCC&direct=true](https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&Ref=COMP/CM/Res(2007)1&Language=lanEnglish&Ver=original&Site=COE&BackColorInternet=99CCFF&BackColorIntranet=99CCFF&BackColorLogged=99CCCC&direct=true)

¹⁵ Resolution Res(2003)5 on Regulations on secondment of international or national, regional or local officials to the Council of Europe. Available at: https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectID=09000016805deb4a

¹⁶ Rule No. 1232 of 15 December 2005 laying down the conditions of recruitment and employment of temporary staff members in France from 1 January 2006: <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&id=1124299&Site=COE&direct=true>

¹⁷ Rule No. 1234 of 15 December 2005 laying down the conditions of recruitment and employment of locally recruited temporary staff members working in Council of Europe Duty Stations located outside of France. Available at: [https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&Ref=SG/RULE\(2005\)1234&Language=lanEnglish&Ver=original&Site=DGAL-CD&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=bebdc5&BackColorLogged=FFC679&direct=true#P9_209](https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&Ref=SG/RULE(2005)1234&Language=lanEnglish&Ver=original&Site=DGAL-CD&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=bebdc5&BackColorLogged=FFC679&direct=true#P9_209)

¹⁸ Rule No. 1292 of 3 September 2010 on the protection of human dignity at the Council of Europe. Available at: <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&id=1663919&Site=COE&direct=true>

¹⁹ Rule No. 1292 of 3 September 2010 on the protection of human dignity at the Council of Europe. Available at: <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&id=1663919&Site=COE&direct=true>

²⁰ Instruction No. 59 of 21 December 2007 on consultants' contracts: <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&id=1231395&Site=DGAL-Handbook&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864&direct=true>

²¹ Instruction No. 60 of 21 December 2007 on outsourcing contracts. Available at: <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?p=&id=1231465&Site=DGAL-Handbook&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864&direct=true>

policy. This requirement shall be stipulated in the contract or grant agreement. Adherence to the code of conduct will be regarded as a material term of the contract. Any misconduct regarding the code of conduct will be examined and appropriate action taken, including under the provisions applicable to breach of contract.

8. Implementation, monitoring and review of the policy

66. The child safeguarding policy shall apply to all project activities organised by the Children's Rights Division of the Council of Europe as of 1 April 2018. All project activities involving children and/or having an impact on the lives of children will be routinely reviewed to ensure compliance with this policy.

67. The child safeguarding policy will be reviewed regularly. The development and review processes of this policy are closely linked to the on-going development of the Council of Europe's human rights approach in the context of its Project Management Methodology. It provides the overarching basis for projects' cross-cutting aspects such as gender mainstreaming, civil society participation, and inclusion of vulnerable groups, including children.